

JUSTICE FISCALE! SUPPRESSION DE LA TVA!

Le puissant mouvement des gilets jaunes est en train de devenir un moment marquant, central, de l'histoire de la lutte de classe en France. Indiscutablement populaire et dirigé contre un Etat ultralibéral arrogant, la lutte reste obstinée, résolue de semaine en semaine, avec des revendications multiformes mais qui remettent enfin au centre des débats... la question sociale.

L'Etat, surpris et désarçonné, a déjà reculé, relativement, sur plusieurs questions, mais jusqu'ici reste sourd sur l'essentiel, avec une stratégie qui se confirme d'acte en acte : tenter, par une féroce et fascisante répression policière, à la fois de disperser les manifestants, d'éviter une massification plus importante par la peur, mais aussi de concentrer leur attention sur la seule question de la répression.

La première question posée par les gilets jaunes, en octobre-novembre dernier, concernait les taxes sur les carburants, par nature injustes pour une majorité d'automobilistes forcés de rouler pour aller au travail. Mais le gel des surtaxes (d'ailleurs aujourd'hui très relatif) n'a pas suffi. Très vite l'exigence d'un rétablissement de l'Impôt sur la Fortune, que même

Sarkozy n'avait pas osé supprimer, est devenue l'un des axes majeurs des revendications des gilets jaunes. On voit aujourd'hui mûrir une nouvelle revendication fiscale relative à la TVA sur les produits de première nécessité.

Il y a donc parmi les slogans caractéristiques des gilets jaunes, une constante qui rassemble les travailleurs et les couches les plus précarisées mais aussi les artisans, petits entrepreneurs, face au grand patronat et au capital financier, véritable maître du gouvernement actuel. Il n'a jamais été question de « supprimer » les impôts, comme pourraient l'interpréter les idéologues libéraux allergiques à toute redistribution publique. Au contraire, les gilets jaunes veulent une justice fiscale, autrement dit, que l'Etat, redistributeur d'une partie de la plus-value pour normalement réduire les inégalités, assure les services publics, cesse de « redistribuer aux plus riches », et aux dépens des plus précaires !

Dans les taxes sur les carburants elles-mêmes, pointées par les gilets jaunes dès le mois d'octobre dernier, trois des quatre milliards d'euros de la « composante carbone » sont reversés aux « entreprises » au titre du CICE (selon un rapport du Sénat de 2016). La



revendication de baisser la TVA sur les produits de première nécessité pointe aujourd'hui le caractère profondément inégalitaire d'un tel impôt. En effet, si l'impôt proportionnel aux revenus est la ponction la plus « juste », la TVA qui touche de la même façon tous les consommateurs, riches ou pauvres, est fondamentalement injuste. Pire : puisque le budget des plus précaires est entièrement dévolu à la consommation de produits indispensables, la part de la TVA dans les dépenses est forcément plus importante que dans les familles les plus riches.

La TVA n'est autre, en définitive, qu'une ponction supplémentaire des travailleurs par l'Etat à destination, de plus en plus avec les gouvernements ultralibéraux successifs, des patrons, que l'on « soigne », que l'on « protège » à grand renfort de boucliers fiscaux... La partie du salaire engagée « de force » dans cette taxe sur le dos des travailleurs, revient, de plus en plus, par l'intermédiaire de l'Etat, dans les poches des patrons. On peut donc considérer que la TVA est une partie de la plus-value supplémentaire extorquée par le capital, par l'intermédiaire de l'Etat.

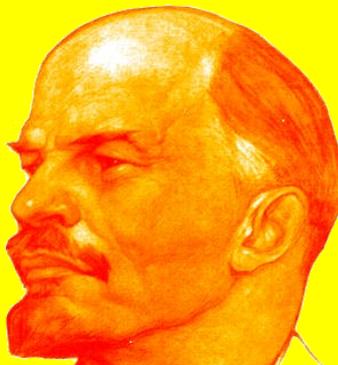


La TVA est injuste à plus d'un titre. Il est juste d'exiger sa suppression, sauf pour les produits de luxe ! Tout ce qui peut contribuer à combattre les inégalités de prélèvement suivant les revenus, tout en exigeant une véritable redistribution, contre le vol actuellement organisé par l'Etat servile en direction du patronat, doit être mis en avant dans les luttes de classe actuelles, et les gilets jaunes nous le rappellent très opportunément !

Voici ce qu'écrivait le grand révolutionnaire Lénine en 1916 à propos de tous ceux qui, par gauchisme, critiquaient le caractère multiforme et apparemment désuni de l'insurrection irlandaise. Cette citation s'applique aussi à tous les « révolutionnaires » de la phrase qui hésitent à amplifier et renforcer l'actuel mouvement social des gilets jaunes:

« Croire que la révolution sociale soit concevable [...] sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie avec tous ses préjugés, sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes politiquement inconscientes contre le joug seigneurial, clérical, monarchique, national, etc. c'est répudier la révolution sociale. C'est imaginer qu'une armée prendra position en un lieu donné et dira « Nous sommes pour le socialisme », et qu'une autre, en un autre lieu, dira « Nous sommes pour l'impérialisme », et que ce sera alors la révolution sociale! [...]

Quiconque attend une révolution sociale « pure » ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution.



La révolution sociale [...] ne peut pas être autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents de toute espèce. Des éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement - sans cette participation, la lutte de masse n'est pas possible, aucune révolution n'est possible - et, tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais objectivement, ils s'attaqueront au capital, et l'avant-garde consciente de la révolution, le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les trusts haïs de tous (bien que pour des raisons différentes) et réaliser d'autres mesures dictatoriales dont l'ensemble aura pour résultat le renversement de la bourgeoisie et la victoire du socialisme, laquelle ne « s'épurera » pas d'emblée, tant s'en faut, des scories petites bourgeoises. »



RASSEMBLEMENT COMMUNISTE.FR
POUR LA RECONSTRUCTION D'UN PARTI
COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

L'ISLAMOPHOBIE TUE!

COMBATTONS LE MAL A SA RACINE!

Le 15 mars dernier, un terroriste fasciste australien massacrait 49 musulmans dans deux mosquées de Christchurch, Nouvelle Zélande, lors de la prière du vendredi. Cet attentat a ému le monde entier, et la première Ministre du pays, Jacinda Ardern, par solidarité et empathie envers les familles des victimes, a porté le voile lors de ses apparitions pour leur rendre hommage.

Le meurtrier n'est pas un « fou » ou un « tireur isolé » comme on a pu le suggérer dans les médias français, mais le bras armé d'une idéologie politique de haine sciemment façonnée depuis des décennies, tout comme le furent les assassins de Daech. Pourtant, le même pouvoir, les mêmes médias serviles qui cherchent aujourd'hui à identifier l'antisionisme (la lutte contre le colonialisme israélien et ses crimes de masse en Palestine) à de l'antisémitisme, se refusent ici à pointer du doigt les véritables idéologues de ce massacre...

Car ils sont, pour beaucoup, français, et ce n'est pas un hasard. Sur les réseaux sociaux, le terroriste s'est clairement réclamé des « intellectuels français » comme Alain Finkielkraut, Renaud Camus ou encore Éric Zemmour, lesquels font depuis des années la promotion de la théorie du « grand remplacement », agitent la menace d'un « péril musulman » très exactement comme on agitait jadis celle d'un « péril juif ». Péril contre la France, contre sa « civilisation », ses « valeurs chrétiennes », son peuple « blanc ».

Le fait qu'un journaliste du Figaro, pour qualifier l'attentat, ait ignominieusement employé le terme de « match retour » (Guillaume Tabard, LCI, 16 mars), n'est pas anodin. Depuis des décennies, le racisme d'Etat s'emploie de façon structurelle à diviser les travailleurs français sur une version tronquée de la « laïcité », tellement tronquée que même Marine Le Pen s'en réclame pour farder sa propagande raciste contre les populations immigrées et nos compatriotes et concitoyens musulmans.

De façon générale, les mots qui nous sont interdits, comme celui d'islamophobie, le sont pour que nous ne puissions pas identifier les raisons de notre division face à un patronat, de plus en plus arrogant et confusionniste. Oui : n'en déplaise à tous les éditorialistes français qui le récuse, il y a en France une islamophobie structurelle, directement issue, sous une forme plus raffinée et « politiquement correcte », du vieux racisme colonial, et qui aujourd'hui sert à créer une « antifrance » consensuelle : Une « cinquième colonne », un ennemi de l'intérieur et de l'extérieur... pour diviser les français selon leurs confessions, comme pour justifier les guerres de rapine que la France mène hors de ses frontières. Curieuse façon de faire oublier que les islamistes de Daech ou d'Al Qaïda ont été financés et téléguidés par « nos » puissances occidentales, de l'Afghanistan à la Syrie en alliance avec les monarchies féodales islamistes de la péninsule arabique !

Zemmour, Finkielkraut, Goldnadel et tous les « intellectuels »

qui assument cette islamophobie ne sont que la partie émergée de l'iceberg, la métastase d'une idéologie bien plus profondément enracinée dans l'histoire coloniale et néocoloniale de la France. Tout comme les récentes profanations de mosquée avec du sang de cochon (à Bergerac en mars) et les insultes racistes ne sont que les pointes les plus visibles du phénomène. Les terroristes fascistes, les profanateurs et agresseurs islamophobes sont en fait tacitement « autorisés » par la parole de l'Etat, qui légifère radicalement et régulièrement contre les traditions musulmanes, à la stupéfaction de bien des pays voisins, à majorité musulmane comme non musulmans. Quand Décathlon vend une tenue de jogging avec voile islamique, l'Etat, ses ministres et ses appareils idéologiques mettent tout leur poids pour en interdire la vente en France (février dernier)...

C'est le même Etat, avec un « autre » président, qui verbalisait sur les plages françaises les femmes portant le « burkini »... Toutes ces stigmatisations, en s'approfondissant, en s'aggravant, construisent un véritable racisme d'Etat, disons-le clairement : islamophobe, qui fonctionne exactement comme l'antisémitisme des années 20 et 30, à l'époque où la « question juive », menace de trahison potentielle à la nation française, comme pendant l'affaire Dreyfus : Avant même l'avènement du fascisme hitlérien, n'oublions pas que l'antisémitisme, jusqu'au plus haut sommet de l'Etat, tentait de détourner la lutte de classe sur des questions cléricales/ethniques, et de rassembler contre un bouc émissaire la droite et une partie de la gauche aveuglée par une conception caricaturale et culturaliste de la laïcité (puisque la laïcité doit en réalité garantir la sécurité des minorités y compris religieuses au sein de la nation).

C'est l'ensemble de cette construction qu'il faut mettre à jour, dénoncer, et combattre clairement. Si pareille tuerie survenait en France, quelle personnalité de l'Etat serait susceptible, à la manière de la Première Ministre néo-zélandaise, d'afficher une telle empathie avec les victimes ? Aujourd'hui, combattre le racisme le plus actuel, le plus structurant en France, c'est combattre l'islamophobie. Et combattre l'islamophobie, c'est en dernière instance renforcer notre unité de classe, multiculturelle et multiconfessionnelle, pour combattre le capital lui-même !

J. Ardern, Premier ministre néo-zélandaise, rendant hommage aux familles des victimes du massacre



SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE ALGERIEN EN LUTTE!

Depuis plus d'un mois, chaque vendredi, c'est par millions que les algériens descendent dans la rue. Le prétexte du début de la mobilisation (le cinquième mandat d'un président impotent) est certes l'élément déclencheur, mais nous assistons à une véritable révolte populaire pour la dignité et contre la misère qui prend ses racines dans des causes systémiques réelles.

Alors-même qu'après l'indépendance les travailleurs algériens avaient pu obtenir des conquies sociaux non-négligeables, à partir de la fin de la décennie 1970 les reculs se sont succédés : vol des « biens de la nation » par le privé, destruction des contrôles d'Etat sur le commerce, privatisation du secteur public, etc. Cette vague de néolibéralisme, qui a frappé tout le Tiers-Monde, a progressivement plongé le pays dans une situation catastrophique avec un chômage à près de 30% chez les jeunes. C'est donc certes contre les partis au pouvoir (FLN, RND, etc.) que le peuple se bat, mais au-delà c'est contre tout un système économique injuste qui empêche le développement national et accroît la misère, et dont la clique au pouvoir n'est que l'expression politique caricaturale. Si Bouteflika existe, c'est uniquement pour conserver les manettes d'un pays riche et engraisser toujours plus la bourgeoisie parasitaire algérienne. Et même si aucune organisation politique n'est à l'avant-garde de ce mouvement, même si les manifestants n'ont pas de projets clairs et structurés pour remplacer le pouvoir en place, ils posent les bonnes questions : comment un pays si riche peut créer de la misère au point de pousser des dizaines de milliers de ses jeunes à chercher un salut en traversant la Méditerranée au risque de leur vie ? Par ailleurs, de vraies revendications émergent déjà, comme celle de l'organisation d'une Assemblée Constituante, et les organisations, syndicales notamment, se sont tout de suite enracinés dans le mouvement.

Ne l'oublions pas, l'Algérie est un enjeu de premier plan pour toutes les puissances impérialistes, et c'est pourquoi la France n'a jamais voulu lâcher sa colonie et qu'elle a dû y être contrainte par la force. Cela s'explique évidemment, comme toujours, par les richesses du sous-sol algérien. Le gaz, notamment, est un enjeu de premier plan, particulièrement pour la France, qui ne reculera devant rien pour s'assurer la maîtrise de ces matières premières. C'est pour ces mêmes raisons que les USA et l'UE ont déclenché des guerres, qu'elles n'ont pas gagné, en Ukraine et en Syrie : pour s'assurer de pouvoir contrôler les pipelines. C'est pourquoi, pendant la guerre d'Algérie, voyant qu'ils menaient une lutte qu'ils ne pourraient pas gagner, les dirigeants français, De Gaulle en tête, proposèrent aux algériens une indépendance sans le Sahara. C'est pourquoi aujourd'hui, les pseudo-intellectuels pro-guerres à la BHL prétendent soutenir la lutte pour la défense de l'amazighité en proposant de diviser l'Algérie en trois.

L'Algérie tient une place particulière dans le Tiers-Monde. Par la violence et la durée de sa lutte de libération nationale, elle est tout de suite devenue un modèle pour tous les peuples en lutte contre l'impérialisme, Alger étant alors surnommée « La Mecque des révolutionnaires » à une époque. Les traces de cette lutte sanglante sont profondément inscrites dans les inconscients collectifs du peuple et se sont manifestées à de nombreuses reprises depuis l'indépendance. C'est pourquoi, malgré toutes les manigances de Bouteflika, Zeroual et de sa clique, le pays ne peut que maintenir des positions anti-impérialistes franches et assumées : soutien indéfectible à la lutte du peuple palestinien, opposition aux guerres, développement d'un front anti-impérialiste avec les autres pays émergents, etc.

C'est pour cette raison que certains observateurs restent timides vis-à-vis du mouvement populaire en cours. Les craintes sont de plusieurs natures : qu'il soit instrumentalisé par les puissances impérialistes pour récupérer totalement le contrôle sur le pays, qu'il soit récupéré par les intégristes pour reprendre leur bataille sanglante pour le pouvoir, ou par les sécessionnistes qui veulent affaiblir l'Algérie en la balkanisant, comme on l'a fait avec le Soudan. Et ces risques sont réels. Le FIS et le MAK tentent bel et bien de reprendre la main dans une société qui les a rejetés car elle voit clair dans leur jeu ; les français et les étasuniens ne rêvent que d'un « changement de régime » comme ils ont réussi à le faire en Libye. Mais tous ces vautours se heurtent à deux obstacles. D'abord, le peuple algérien a une mémoire et sait que ceux-là sont des pourris qui ne veulent pas que la situation s'améliore mais juste le chaos. La mémoire populaire des luttes passées montre bien que les algériens sont conscients de l'enjeu de leur lutte. C'est pourquoi dans chaque manifestation s'allient les drapeaux algérien et berbère en toute bienveillance, c'est pourquoi les drapeaux palestiniens sont également de sortie, c'est pourquoi nombreux sont les slogans clamant que « l'Algérie ne sera pas la Syrie ». Surtout, la mobilisation est massive dans tout le pays, et elle est populaire et pacifique, mêlant hommes, femmes et enfants en refusant de rentrer dans le jeu des provocations du pouvoir. Comme toujours, c'est l'aspect massif qui peut protéger la lutte des déviations dont rêvent les ennemis du peuple, quel que soit leur nationalité.

Déjà, ce mouvement a un écho dans le monde entier, et en Afrique notamment, où de nombreux peuples regardent d'un œil attentif comment va évoluer la situation dans un pays qui a par le passé montré la voie. Parce que chaque victoire là-bas et une victoire ici, parce qu'en luttant contre un pouvoir et un système injuste le peuple algérien affaibli objectivement le système capitaliste mondialisé et qui a atteint son stade final de pourrissement, l'impérialisme, le Rassemblement Communiste appelle tout le peuple de France, tous les syndicats, forces démocratiques, anti-racistes et antifascistes, à soutenir franchement cette juste lutte pour la dignité. Proletaires de tous les pays, unissons-nous !

